

## DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

### EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE

**Séance du 19 novembre 2021**

CP2021\_11\_60  
id. 6044

*Le 19 novembre 2021, les membres de la commission permanente légalement convoqués se sont réunis, à l'Hôtel du Département sous la présidence de Monsieur Michel WEILL, Président du Conseil départemental.*

*Nombre de membres de la commission permanente : 19  
Quorum : 7*

*Sont présents :*

*M. ALBUGUES, M. BELLOC, M. BERTELLI, Mme BOURDONCLE, M. DESCAZEAX, M. GONZALEZ, Mme HEULLAND, Mme LE CORRE, M. LOPEZ, Mme NEGRE, M. VAISSIERES, M. WEILL*

*Sont représentés :*

*M. BESIERS (pouvoir à M. BERTELLI), M. CROS (pouvoir à Mme NEGRE), M. DEPRINCE (pouvoir à M. WEILL), Mme MAURIEGE (pouvoir à M. DESCAZEAX), Mme SARDEING (pouvoir à M. WEILL), Mme SINOPOLI (pouvoir à Mme BOURDONCLE)*

*Sont absents :*

*M. BEQ*

*Le quorum légal est atteint, en application de l'article 6 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, modifié par la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, la commission permanente peut valablement délibérer.*

### DÉLIBÉRATION

### **RESTAURATION DU PATRIMOINE 2021**

---

Lors des réunions des 21 et 22 avril 2021 et du 27 octobre 2021, l'Assemblée départementale a approuvé une autorisation de programme globale de 556 400 € pour l'aide aux communes en matière de restauration des monuments historiques, objets mobiliers classés et inscrits et restauration du patrimoine architectural et culturel non protégé.

## **I – IMMEUBLES CLASSÉS COMMUNAUX**

### **A. Nature des travaux subventionnables :**

- restauration des édifices classés : grosses réparations, travaux de strict entretien et restauration des sols sur la base d'un programme annuel arrêté par l'État ;

### **B. Financement départemental :**

- taux de subvention variable. Si la participation de l'État est inférieure à 50 % du coût HT des travaux, l'aide départementale est fixée à 40 % du montant de la participation de l'État. Si la participation de l'État est supérieure à 50 % du coût HT des travaux, l'aide départementale est fixée à 20 % du montant total HT des travaux.

### **C. Autres financements :**

L'État : taux de subvention variable. Les travaux d'entretien, de réparation et de restauration peuvent bénéficier d'une participation financière de l'État dont le montant est déterminé en tenant compte de l'urgence des travaux, du niveau de protection du bien protégé et des moyens budgétaires dont dispose l'État. Cette aide éventuelle n'exclut pas les aides que les collectivités territoriales ou d'autres partenaires (mécènes par exemple) peuvent consentir.

La Région : taux de subvention plafonné à 20 % du coût HT des travaux de conservation, entretien et restauration du patrimoine architectural (hors travaux intérieurs) et mobilier protégé au titre des monuments historiques situés dans les communes de moins de 15 000 habitants. L'application du taux d'intervention maximum n'est plus conditionnée au co-financement du Département (délibération de la commission permanente régionale du 2 avril 2015).

La commune, maître d'ouvrage : participation minimale de 20 % du montant total des travaux, sauf dérogation accordée par le représentant de l'État dans le département (article L1111-10 du code général des collectivités territoriales).

## **II – IMMEUBLES INSCRITS À L'INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE DES MONUMENTS HISTORIQUES**

### **A. Nature des travaux subventionnables :**

- restauration des édifices inscrits appartenant aux communes.

### **B. Financement départemental**

- 20 % du coût HT des travaux, majoré de 30 % si la population communale est comprise entre 300 et 500 habitants, majoré de 50 % si la population communale est inférieure à 300 habitants.

### **C. Autres financements**

L'État, la Région, les communes peuvent intervenir pour la restauration du patrimoine inscrit dans les mêmes conditions que pour la restauration du patrimoine classé.

## **III – OBJETS MOBILIERS COMMUNAUX**

Pour les objets mobiliers protégés, l'aide départementale est fixée à :

- 20% du montant HT des travaux.

L'aide de l'État est variable (40 % pour les objets classés et 25 % pour les objets inscrits) et celle de la Région est plafonnée à 20 %.

## **IV – PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET CULTUREL**

L'Assemblée départementale a adopté une politique visant à soutenir les projets de restauration du patrimoine rural non protégé, portés par les communes.

Cette politique a accompagné la remise en état d'un grand nombre de pigeonniers, puits, lavoirs et fontaines, notamment, qui font l'attrait et le caractère des paysages du Quercy. Environ 600 opérations ont été soutenues.

La subvention départementale est accordée pour les travaux de couverture et de façade des pigeonniers, puits, lavoirs, fontaines, moulins à eau et moulins à vent, fours à pain, fournils, gariottes, présentant un intérêt architectural certain.

La dépense subventionnable retenue pour ces travaux de restauration est plafonnée à 50 000 € HT et le taux de subvention est fixé à 35 % (17 500 € maximum par opération).

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de bien vouloir délibérer et d'approuver les propositions d'aides aux communes d'un montant global de 27 267 €.

La situation des imputations budgétaires du budget départemental s'établirait ainsi :

**Article 204142 sous fonction 312 (patrimoine culturel)**

**PIRC**

• Autorisation de programme de 2021 -----	46 400 €
• Engagé à ce jour -----	24 792 €
• Proposé à la présente commission -----	20 508 €
• Total engagé (PIRC) -----	45 300 €
• Reste à engager -----	1 100 €

**TOTAL PIRC ----- 20 508 €**

**Article 204141 sous fonction 312 (objets mobiliers classés et inscrits)**

**OMCC**

• Autorisation de programme de 2021 -----	10 000 €
• Engagé à ce jour -----	0 €
• Proposé à la présente commission -----	6 759 €
• Total engagé (OMCC) -----	6 759 €
• Reste à engager -----	3 241 €

**TOTAL OMCC ----- 6 759 €**

L'ensemble des aides départementales est versé sous forme de subventions directes aux communes.

## **DÉCISION de la COMMISSION PERMANENTE**

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du conseil départemental du 29 juillet 2021 portant délégation d'attributions à la commission permanente,

Considérant les différents projets communaux présentés,

Après en avoir délibéré,

### LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve, selon les modalités susvisées et au titre de la politique en matière de restauration du patrimoine (2021), l'attribution des subventions départementales versées aux communes d'Albefeuille Lagarde et de Pompignan pour un montant global de 27 267 € ainsi réparti :
  - Monuments historiques classés..... 20 508 €
  - Objets mobiliers classés et inscrits..... 6 759 €

*M. Belloc ne prend pas part au vote pour la subvention allouée à la commune de Pompignan.*

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

Michel WEILL